

Communiqué commun des syndicats des Finances publiques

Les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP, CFDT Finances publiques, CFTC Finances Publiques et UNSA DGFIP, se sont réunis le 12 juillet pour alerter les agents des finances publiques sur la situation actuelle au sein de leur direction.

Les annonces gouvernementales (contenues dans la lettre de cadrage envoyée par le Premier Ministre aux Ministres de « Bercy ») montrent en effet clairement que le Ministère des finances est « non prioritaire » et que les fonctionnaires supporteront une part importante de l'austérité budgétaire.

Pour la DGFIP, cette austérité se traduirait :

- par l'annonce de la poursuite et l'accélération des suppressions d'emplois au Ministère des finances, donc au sein de la DGFIP : le gouvernement a en effet annoncé la suppression de 2,5% des effectifs, ce qui se traduirait au sein de la DGFIP par la suppression de près de 3 000 postes par an, soit 500 de plus que les suppressions induites par la RGPP,
- par la décision de poursuivre le gel de la valeur du point d'indice, ce qui induit une perte du pouvoir d'achat au regard de l'inflation,
- à l'heure où est écrit ce communiqué, par une absence de réponse sur la reconduction du plan de qualification avec ses conséquences sur les carrières et les recrutements.
- enfin, par la baisse des frais de fonctionnement des services.

Si de tels choix étaient mis en œuvre, les agents de la DGFIP seraient donc :

- perdants sur l'emploi,
- perdants sur la rémunération,
- perdants sur les moyens des services.

Les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP, CFDT Finances publiques, CFTC Finances Publiques et UNSA DGFIP considèrent que les missions de la Direction générale des Finances Publiques (DGFIP) sont essentielles au fonctionnement de l'Etat, des collectivités locales et du service public. En effet, au travers de ses missions, la DGFIP est la garante à la fois de la justice fiscale, et des moyens dont l'Etat et les collectivités locales ont besoin pour mettre en œuvre leur action.

Les syndicats de la DGFIP dénoncent fermement des choix inacceptables qui, s'ils étaient faits, se traduiraient inmanquablement par une accélération de la dégradation des conditions de travail que les suppressions d'emplois et les restructurations de ces dernières années ont déjà alimenté, et qui se traduit par une perte de qualité du service public dans l'exercice de leurs missions, au détriment des contribuables et des usagers.

Après leur courrier du 7 juin, ils se sont à nouveau adressés aux Ministres pour être reçus ensemble le plus rapidement possible pour leur demander de ne pas poursuivre sur cette voie et pour leur porter les revendications des agents, et afin que le changement promis intervienne à la DGFIP et dans l'ensemble de la fonction publique. L'unité a porté ses fruits : après ce courrier, le ministre a enfin accepté de les recevoir le 30 juillet.

Sans préjuger des résultats de cette rencontre, les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP, CFDT Finances publiques, CFTC Finances Publiques et UNSA DGFIP estiment d'ores et déjà que, dans la perspective de la loi de finances 2013 (qui sera connue dès fin septembre), qu'une mobilisation des personnels sera indispensable pour éviter absolument que ne soient prises de telles orientations.

Ils appellent les agents à débattre dès la rentrée, avec leurs représentants, des modalités à mettre en œuvre pour défendre leurs revendications en matière d'emploi, de rémunération et de conditions de travail.

Paris, le 23 juillet 2012